Négatif

Bulletin irrégulier – juin 2005 – n°4

État de guerre

Le climat dans lequel s'est déroulée la campagne pour le référendum sur la constitution européenne en dit long sur le fonctionnement actuel de la domination.

En France, il ne suffit plus que les journalistes des « grands médias » revêtent leur uniforme. Les voilà maintenant prêts à mourir pour une idée dont, il est vrai, ils ont beaucoup à attendre puisqu'il en va de leurs intérêts particuliers : l'Europe.

Si tu veux la paix, fais la guerre !

Il faut désormais aussi que tous les opposants au projet politique européen contenu dans la constitution, qui institutionnalise au moins vingt ans de régression sociale, soient des malades mentaux qui attisent une peur irrationnelle ou, pire encore, des fascistes !

Les partisans du projet constitutionnel nous promettent la paix alors que l'Europe se construit sur la guerre : la libre concurrence, le marché tout puissant, la réduction de la vie humaine aux catégories de l'économie politique. C'est tout ce qui se cache derrière l'expression « économie sociale de marché hautement concurrentielle qui tend au plein emploi », le marché étant l'instrument désigné pour mener à bien cette entreprise.

On voit surtout un pouvoir politico-économique, technocratique au sens fort du terme, déployer des moyens de propagande insensés pour faire plier ou taire tous ceux qui n'ont pas compris que nul n'est censé ignorer que, dans un monde où règne la marchandise, la loi du marché est tout et l'homme n'est rien.

Et si le peuple, par le plus grand des hasards, vote mal, c'est qu'il n'est pas raisonnable. Alors il faudra penser à le changer pour qu'enfin il vérifie les hypothèses des spécialistes ès Vérité, qu'il se conforme aux prévisions.

Qualifier les régimes européens de post-totalitaires plutôt que de démocratiques, c'est dévoiler la triste réalité du moment enfouie sous les discours lénifiants. ■

Toast aux lycéens

Sur quelques ornières enseignantes

Qui, parmi les professeurs, a su soutenir le mouvement lycéen ? Pas grand monde. Nous avons tout juste assisté à un petit mouvement de solidarité, quand certains adolescents se sont fait casser la gueule devant des caméras, le 7 avril à Lille, ou à Paris. Quelles sont les raisons de cette abstention ?

Les scrupules du type « il ne faut pas manipuler les lycéens » ont l'air d'avoir joué un grand rôle. Pour beaucoup de profs, pourtant « opposés » à la loi Fillon, ce mouvement n'était pas le leur. C'est un grand classique, ce scrupule de « parler aux élèves », aussi bien dans les lycées, en 2000 par exemple, que dans les universités, comme en 2003. Cela inhibe quantité de professeurs *sans aucune bonne raison* : le discours sur la manipulation n'est évidemment qu'une crapulerie destinée à leur lier les mains. Depuis quand parler aux lycéens, et les soutenir de toutes les façons possibles, s'ils sont déjà en grève, ce serait les manipuler ? En quoi cela serait-il plus de la manipulation que lorsqu'on parle *en général*, que lorsqu'on soutient des collègues ? Ces scrupules sont des carcans dont les profs ont intérêt à se libérer. En dernière analyse, y a-t-il autre chose là-dedans qu'une conception intenable du métier de prof et de sa « responsabilité », une pauvre « déontologie » doublée d'une perception fantasmée de l'échange d'idées d'individu à individu (comme si, entre celui qui dit ses convictions, qui partage ses analyses, et celui qui écoute et qui agit, il n'y avait pas *toujours* le filtre *nécessairement imparfait* d'une pensée critique), et donc, finalement, d'un certain mépris – en l'occurrence, à l'égard des élèves ? C'est probablement là, d'ailleurs, que se trouve la cause la plus profonde de l'abstention des profs : ils n'ont pas regardé d'un si bon œil, pour beaucoup d'entre eux, le mouvement lycéen. Les élèves restent des élèves, des êtres étranges, des adolescents qu'on ne comprend pas

complètement, *et qui ne pouvaient pas descendre dans la rue pour des raisons politiques*, du moins cohérentes.

C'est pourquoi il faut rappeler combien ce mouvement a été exemplaire, à plusieurs titres. D'abord, les lycéens ont su ne pas s'arrêter au coup de sifflet législatif. Ils ont ainsi tenté ce que beaucoup de profs n'ont même pas su imaginer (« qu'est-ce qu'on peut faire, maintenant que la loi est votée ? »). Ensuite, face à une violence nouvelle dans les manifestations, les lycéens de la région parisienne ne sont pas tombés dans le panneau sécuritaire, comme beaucoup le craignaient : une large fraction d'entre eux n'a pas arrêté le mouvement, et l'a déplacé dans les établissements – ce qui ne les a pas empêchés de revenir dans les manifs, moins nombreux, certes, mais décidés. Bref, ils ont su continuer la lutte dans un climat hostile. Tout cela donne des raisons d'espérer, et renvoie à son caractère d'idéologie l'image traditionnelle des adolescents, passifs et consommateurs, image entretenue dans la presse et présente chez de nombreux parents et professeurs.

Laurent ■

Tristes tropismes

Il faut se tenir à une certaine distance du mur pour éveiller l'écho

Aujourd'hui, le principal obstacle à la radicalisation des mouvements sociaux ne consiste peut-être pas tant dans l'absence de conscience que dans le sentiment trop largement répandu qu'il n'existe pas d'alternative au capitalisme. Les idéaux officiels de substitution, après avoir rempli, pendant une bonne partie du vingtième siècle, leur fonction de détournement des ambitions révolutionnaires, sont désormais morts. Ainsi, l'imposture constituée par l'existence des pays dits communistes (et des partis qui leur étaient inféodés dans les pays occidentaux), qui n'abusait plus que très peu de monde depuis de nombreuses années déjà, s'est effondrée au début des années quatre-vingt-dix. De son côté la social-démocratie, que personne ne parvient désormais à distinguer de la droite libérale, ne peut faire rêver que les couches supérieures de la classe moyenne. Le capitalisme aurait-il vaincu par K.O. ? C'est ce dont ses idéologues aimeraient nous persuader, à coup de « fin de l'histoire » et de « démocratie » triomphante.

La réalité, telle qu'elle est perçue par chacun d'entre nous, est bien différente. En effet, qu'offre donc le capitalisme, à part une pauvreté grandissante, une accumulation de problèmes que la course aux techniques serait censée résoudre, un désastre écologique qu'il nous faudrait savoir « gérer », ce mot dont on nous martèle le crâne pour bien y faire entrer l'idée que nous ne pourrons jamais aspirer à rien d'autre qu'à ce qui est ? Bref, une dégradation générale des conditions d'existence, qu'il serait seulement possible de limiter. C'est ce que savent aussi les classes dominantes et c'est ce qui les angoisse, car malgré leur triomphe apparent elles se sentent condamnées à défendre sans cesse une victoire qui de fait ne se révèle que provisoire. D'ailleurs, la disparition d'un supposé ennemi politique à l'Est, bénéfique du point de vue économique, leur complique sérieusement la tâche sur le plan idéologique. En effet, ledit communisme ne peut plus servir de repoussoir, et les révoltes à venir ne s'égareront plus dans ses impasses. Le roi est nu, et il doit plus que jamais effectuer le grand écart qui consiste à la fois à séduire et à contraindre.

Dans les sociétés capitalistes modernes, c'est notamment sur le pouvoir de séduction de la marchandise que repose l'efficacité et le dynamisme du système. Pour survivre, la marchandise, en dessous affriolants, aimante les désirs inassouvis des gens et leurs aspirations à un ailleurs que la colonisation des imaginaires a rendu toujours plus flou et plus distant. La misère des vies est telle que l'accès à tel ou tel bien, à telle ou telle parcelle factice de confort, de loisir ou de rêve se donne pour un raccourci vers une forme supérieure d'existence. La publicité est chargée d'attribuer à la marchandise ce caractère magique qui la transforme en image. Mais, une fois acquises, les choses ne peuvent donner que ce qu'elles ont, leur pouvoir de suggestion se dissipe, le carrosse redevient citrouille. Il faut alors une bonne dose d'autopersuasion pour ne pas ressentir le vide absolu et le sentiment de frustration qui suit immédiatement la pseudo-

traversée du miroir. Seule une excitation plus forte est susceptible de chasser cette déception causée par la marchandise, et seule une marchandise encore plus attirante peut venir au secours de ce manque. Cela se traduit aujourd'hui par exemple par une dose encore plus forte de « technologie », flatteuse pour celui qui l'emploie et qui dès lors, dans sa dépossession de tout, entend bien maîtriser le reste. C'est également sous cet angle qu'il faut comprendre aujourd'hui la course à la sensation (l'aventure au bout de la rue, la glisse, le saut à l'élastique, les jeux vidéo toujours plus réalistes, les effets spéciaux cinématographiques comme fin en soi, etc.), cette consommation de soi et du monde comme métaphore de la consommation marchande et comme marchandise à part entière.



Ainsi la marchandise, responsable de la misère sociale, exploite les aspirations humaines, fussent-elles de plus en plus diffuses, à une autre réalité, à une vie encore capable de réserver des surprises meilleures que celles, concoctées par les classes dominantes, de l'extension illimitée des frontières de l'abjection. Et la marchandise se présente comme la bonne fée susceptible de les satisfaire. Il est dans sa nature d'englober la totalité de la vie sociale, de ne pas admettre de frontières externes à son monde. C'est en cela que réside son caractère véritablement totalitaire. Certes, le problème que rencontre le capitalisme est de n'avoir pas encore réussi à extirper totalement l'humanité de l'homme (sa conscience, son désir de liberté), qui en tant que tel lui offre des résistances, ou est capable de les faire renaître. Parvenir à cette victoire totale est l'objectif inavouable du système capitaliste qui, en attendant, tâche de nous faire avaler ce monde de force, par la peur et la répression.

Le renforcement des politiques sécuritaires à l'échelle planétaire n'est pas autre chose que la manifestation la plus visible de ce totalitarisme marchand. Pas plus que dans nos têtes, il ne doit subsister d'« ailleurs » dans un espace désormais mis sous surveillance systématique. Le but est toujours le même : le pouvoir d'État (nous ne ferons aucune distinction ici entre l'État et ses subdivisions administratives, les petits potentats locaux, régionaux, etc., qui n'ont pour rôle que de rendre la domination plus présente et obéissent à la même logique de maîtrise centralisée de la vie des gens) doit s'imposer comme le « serveur » central dont tout être ne constituerait plus que le « terminal ». Fin du sujet. Triomphe de la cybernétique. Chacun doit se faire à l'idée qu'il est « embarqué », sans échappatoire possible, ou alors débarqué, définitivement, comme des millions de gens déjà.

La peur, que les États inoculent à haute dose à travers les moyens techniques faramineux dont ils disposent, sert à justifier un tel dispositif de surveillance. Les méthodes qu'ils emploient sont en apparence beaucoup moins « douloureuses » que celles qui furent ou sont encore le propre des régimes totalitaires dans la définition habituelle de ce terme. Ainsi, la société de contrôle ne nous contraindra à aucun culte de la personnalité. La diffusion du sentiment de peur ne prendra pas, dans des situations normales – mais existe-t-il encore aujourd'hui des situations normales, des périodes qui ne soient pas de crise, des états qui ne soient pas d'exception ? – la forme d'une menace directe. Tout est dans l'art de la suggestion. Les pouvoirs utilisent des chemins détournés pour atteindre leurs objectifs. Ils agissent si possible en amont, de manière plus « subtile ». La propagande de masse se dissimule aujourd'hui (à peine) sous le joli nom de « pédagogie ». C'est à la puissance médiatique, qui s'exprime d'une seule et même voix par la bouche d'hologrammes grimaçants, que revient la charge de transmettre le discours du pouvoir, rôle autrefois réservé aux seules Églises. Mieux qu'elles, en pénétrant dans tous les foyers, les médias effectuent leur travail de sape quotidien, en tentant de nous persuader de la fragilité de nos vies, qu'on nous représente comme désormais menacées à chaque instant par toutes sortes de fléaux, pas forcément le terrorisme ou les « violences urbaines » diverses. Ce peut être par exemple la maladie, orpheline, infectieuse, toujours plus sournoise, toujours plus cruelle, dont on décrit midi et soir les variétés les plus rares afin de nous faire comprendre à quel point nous sommes dépendants de la recherche, des experts en général, du pouvoir spécialisé et donc de l'État. Mais ce peut être aussi l'accident de la

route, le cancer du poumon, bref, tout ce dont l'individu seul serait responsable, coupable, et bien sûr pas le monde que le société marchande taille chaque jour à sa mesure pour assurer sa propre survie.

Au-delà des intérêts économiques immédiats (toute nouvelle mesure dite de prévention ou de protection, pour des dangers entièrement liés au mode de vie imposé par le système capitaliste, implique de nouvelles contraintes de consommation), ce qui se dessine est la construction d'un carcan de plus en plus contraignant qui enserre la vie de chacun. L'État, en tant que bras armé du système, tâche de s'immiscer dans les recoins les plus secrets de la vie des individus – ce qu'il a trouvé moyen de présenter comme un progrès – avec pour objectif de rendre impossibles toute action, toute pensée qui n'auraient pas pour horizon les effets spéciaux cinématographiques conçus par lui. Ce que l'on appelle aujourd'hui le néo-libéralisme correspond à la nouvelle phase du capitalisme qui tente d'assurer sa pérennité par la mise en danger permanente de l'existence de chacun. Et la peur à haute dose tue les rêves. C'est ce résultat qui est principalement visé. L'annonce dans les années quatre-vingt de la « mort des idéologies » et de la « fin de l'histoire » n'était jamais que l'amorce du plan liberticide inspiré par les scénarios les plus délirants de la science-fiction consistant à remodeler l'homme en profondeur. D'un être porté par le désir de liberté et la puissance du rêve, il s'agit de faire le réceptacle sinistre de ce « trop de réalité », qui n'est jamais qu'un des mille possibles – et bien évidemment le plus pauvre – que pourrait nous offrir la vie. Plus ou moins conscientes du danger que peut représenter cette agression trop brutale, les classes dominantes, dans un mépris persistant de ce à quoi sont réduits les hommes, la religion ne pouvant plus jouer son rôle historique, tentent désormais de leur fourguer les ersatz idéologiques que sont les pacotilles environnementales et humanitaires (alimentées par les ravages planétaires économiques et guerriers du système capitaliste), sportives, citoyennes, etc.

Bien entendu la violence, les coups de matraques, les arrestations et les tribunaux, sont des moyens qui ont fait leurs preuves depuis longtemps et que les États n'hésitent pas à utiliser lorsqu'ils le jugent nécessaire, comme ce fut le cas encore récemment à l'encontre des lycéens. C'est l'autre face de la médaille, réservée à ceux qui portent encore en eux l'espoir d'une société qui ne serait pas fondée sur des exigences placées dans un « ciel » économique dont seuls certains posséderaient les clefs, mais sur les aspirations profondes des individus à vivre une vie digne de ce nom dans une société qu'ils auraient refondée à cet effet. Et ce qui définit le mieux cette part d'humanité que l'on voudrait nous arracher, c'est cette puissante capacité de créer, irréductible, que nous possédons tous et pouvons mettre en œuvre si nous le décidons. ■

Sur quelques paysages urbains

Les paysages ne sont pas extérieurs à l'homme. Nous habitons le monde qui nous habite. D'une certaine façon, la production de l'espace implique un certain type d'humanité. La dévastation de la terre par le capitalisme en train de se globaliser s'accompagne d'une déshumanisation qui n'en finit pas de s'accroître. Il ne suffit pas de s'approprier les espaces qu'il sculpte pour rompre avec ce processus de destruction de l'humanité. Nous devons habiter autrement la terre pour tenter de découvrir le chemin qui nous mènera vers une possible humanisation.

1. Un monde dévasté

Pulvérisation d'un espace urbain

Là où il y avait un centre et sa périphérie, il n'y a maintenant plus qu'une masse informe.

Dans les villes de taille moyenne, les centres sont de plus en plus délaissés au profit de la périphérie, immense zone commerciale où la marchandise s'accumule. Lieux inhabitables, artificiels et entièrement dédiés à la marchandise et à la consommation, c'est là que nous passons de plus en plus de temps. Dans les villes dévastées par la crise de l'industrie, la périphérie devient le centre.

Ambiance

Le centre des villes ressemble lui-même de plus en plus à la périphérie en ce sens que l'ambiance y est comparable. Les week-ends, les consommateurs déambulent dans les galeries marchandes bercés par les haut-parleurs qui diffusent dans la rue de la musique censée faire

oublier l'ennui. L'espace public est ainsi entièrement privatisé.

Comme dans les supermarchés, le centre des villes se couvre de caméras vidéo qui menacent tous ceux qui oseraient avoir un comportement déviant. Seules des foules dociles de consommateurs seront bientôt tolérées, des individus marchant les uns à côté des autres, souvent avec crainte. La peur est le degré actuellement atteint par la séparation.

Uniformisation

Dans l'espace européen, l'uniformisation des paysages urbains devient la règle. Avec la globalisation capitaliste, les pays de l'est de l'Europe se couvrent des marchandises que l'on trouvait avant seulement à l'ouest.

Sans doute ne consommons-nous pas tous de la même façon, mais il faut quand même y voir une plus grande pénétration du capitalisme : la consommation passe par une identification du consommateur à la marchandise. C'est pourquoi Mac Donald's vend les mêmes produits partout dans le monde, mais en les adaptant aux goûts locaux.

La marchandise n'est plus plaquée sur les paysages urbains, elle se fond dedans. Les établissements à l'enseigne des grandes multinationales peuvent ainsi s'installer au cœur même des villes.

Souriez

L'anonymat ne règne qu'en apparence dans les grandes agglomérations. Si les individus s'ignorent les uns les autres, le pouvoir est arrivé à une maîtrise de l'espace extrême, grâce aux moyens techniques dont il dispose et à l'innovation technologique. Les bracelets et autres cartes d'identité électroniques permettent déjà de constituer des dossiers et d'identifier les personnes à l'échelle de l'espace européen. On peut penser que les pouvoirs publics, dans un délai relativement court, auront les moyens de surveiller les individus en temps réel.

Terreur

Plus l'idéologie sécuritaire s'empare des villes, et plus la terreur gagne les esprits. L'emprise de cette idéologie ruine l'idée même de fraternité et de convivialité, entraînant ainsi la reproduction de la séparation.

L'intériorisation de l'idéologie sécuritaire entretient une sorte de consensus national, l'appartenance à la communauté ne semblant désormais reposer que sur le sentiment de la peur. Et pourtant, à l'heure où la liberté est réduite à des considérations purement économiques, en premier lieu à la loi du marché et à la concurrence, la sécurité semble bien illusoire.

Puissance et masses

Lorsque les individus fraternisent finalement, ils le font sur commande de l'État. Ainsi en va-t-il du 14 juillet ou de la victoire de la France à la coupe du monde de football. La même remarque pourrait être formulée à propos de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de mai 2002 où, manifestement, après le matraquage sécuritaire auquel a donné lieu la campagne électorale, le pouvoir a complaisamment joué avec la peur irrationnelle du fascisme pour mieux vendre aux foules une misère sociale et politique qu'elles sont pourtant de moins en moins enclines à accepter.

Les moyens techniques de persuasion font des villes, plus que par le passé encore, des centres du pouvoir.



Un monde en crise

Derrière le bonheur conforme aux normes sociales qu'entretiennent les médias, il y a une réalité – le délabrement des lieux de vie. Il n'est pas seulement question des banlieues devenues invivables depuis des dizaines d'années, il faut aussi voir que la crise se lit jusque dans le centre des villes défiguré par les rideaux de fer.

La décomposition sociale finit en décomposition de l'espace, la déstructuration de lieux de vie en déstructuration psychique.

Pour oublier l'ennui

L'espace et le temps sont organisés par le pouvoir en vue de s'assurer le contrôle des individus et donc leur

soumission. La production de l'espace urbain est conçue à des fins de consommation, de divertissement et de contrôle social.

2. Penser ailleurs pour construire ici

Création d'un espace urbain : le Paris des saint-simoniens

En 1832, le saint-simonien Charles Duveyrier réinvente Paris qui devient une fête. Sous la plume du socialiste utopique, Paris se transfigure en un être vivant qui a la pleine possession de ses moyens et de ses membres. Il décrit une ville industrieuse où l'on travaille, mais pas seulement. On y trouve aussi « des édifices consacrés aux extases de l'esprit et aux délires des sens ».

Et plus encore :

« La ville qu'habite le peuple est vivante, ornée, sonore ; elle pense, elle travaille, elle aime, elle rit, elle danse ».

Au centre de la ville nouvelle, qui cohabite avec l'ancienne, le « vieux » Paris, Duveyrier voit un temple qu'il définit comme « soleil d'équité, nœud d'alliance parmi les hommes, fleur de grâce et de pureté, sourire de tendresse et de fécondité ». Ce temple, qui fusionne toutes les religions, est représenté, comme souvent chez les saint-simoniens, sous les traits d'une femme.

Charles Duveyrier finit par inventer une cosmogonie très particulière :

« Terre ! Je t'inonderai des pluies de lumière de mon soleil et ma volonté te promènera à travers les harmonies du ciel, aux yeux éblouis de tous les mondes ! ».

Au-delà de ses visions délirantes d'un Paris imaginaire, le saint-simonien nous rappelle que les formes et les représentations du monde, et donc l'espace, sont le fait de l'imagination de l'homme. Le monde est, mais il pourrait être autrement si nous le voulions. Et il n'est pas dit que les folles visions de Duveyrier soient moins humaines que la laideur qu'engendre le règne de la marchandise dans la réalité et dans les esprits...

Une ville moderne dans les années 30

Dans le climat des luttes sociales et politiques des années 1930 qui allaient déboucher sur le Front populaire, l'architecte Morice Leroux est chargé de redessiner le centre de Villeurbanne : une avenue gardée par deux tours, une place, un beffroi, un palais du travail. Pour la première fois en France, le gratte-ciel fait son apparition. C'est une certaine vision sociale qui prend alors forme.

Contrairement à l'Empire State Bulding, on n'y trouve pas de fresque à la gloire du progrès (*L'homme à la croisée des chemins* de Diego Rivera), mais une statue intitulée le *Répit du travailleur*. Au foyer du théâtre de la ville s'étalaient les classiques de la mythologie et de la littérature grecque et, à l'entrée de la salle de mariage, une statue représentant une jeune femme effarouchée et cachant son visage de son bras.

Par le mélange de l'ancien et du nouveau et par la dimension sociale de l'entreprise, la démarche rappelle un peu certains aspects du socialisme utopique.

A cause de la guerre et des changements de majorité politique, le projet ne put aboutir complètement. Dans les années cinquante et soixante, c'est une toute autre conception de l'urbanisme qui prévaudra, beaucoup moins inspirée et répondant à de tout autres critères.

Formes nouvelles pour une vie nouvelle

Dans les années 60, Henri Lefebvre se demandait si l'urbanisme n'était pas une idéologie : celle des bureaucrates, destinée à cacher les vrais problèmes et à dissimuler le réel. Il écrivait que ce n'était pas dans la vie en débris et les ruines des villes qu'il fallait construire désormais, mais qu'il était nécessaire de créer poétiquement, et donc ailleurs, de nouveaux espaces de vie. Dans cette perspective, l'idée de la fin de la ville est plus riche que sa continuation.

La transformation de la condition humaine passe par la création de nouvelles formes qui restent à inventer.

Habiter le monde, poétiquement.

Il n'est pas possible de séparer le problème de la condition de l'homme de celui de l'habitation, tant il est vrai que la production actuelle de l'espace urbain va de pair avec une déshumanisation toujours grandissante. La misère écrasante qui sévit dans les villes en témoigne.

Il n'est pas seulement question de la crise du logement, mais bien de la dévastation de la terre sous l'effet de sa « mise en valeur » par le capital.

Il ne suffit pas que l'homme produise de l'espace, encore faut-il qu'il le crée humainement ; et pour créer humainement, il doit trouver la voie de sa propre humanisation.

Changer la vie, transformer le monde : les surréalis-

tes avaient raison de ne pas séparer ces deux aspects d'un même domaine – celui de l'homme.

Nous nous trouvons aux racines et sur les berges du cratère du volcan qui crache le souffle révolutionnaire. (Malevitch).

Nous nous tenons d'un bout à l'autre du chemin. ■

Bon à noter

Le 16 mai 2005, alors que s'exprimait un rejet massif de la journée « chômée-travaillée », alors que tout le monde percevait clairement la valeur symbolique et historique de l'offensive, aucune grande centrale syndicale n'a appelé à manifester à Paris. Faut-il commenter ? ■

Banalités référendaires

De la guerre économique à la guerre contre l'ennemi intérieur

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de relativiser l'idée de guerre économique : qui peut croire que cette guerre-là ne dévaste pas aussi les corps et les esprits, ne fait pas de morts ? Seulement, il peut être utile de rappeler que le traité constitutionnel prévoit d'autres guerres, tout à fait traditionnelles, hors des frontières de l'Europe *mais aussi au-dedans*. Le fameux article III-131 le suggère : « Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché intérieur ne soit affecté par les mesures qu'un État membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public ». Plus claire encore, la restriction suivante au « droit à la vie », rebaptisée « explication » (on risquait en effet de mal comprendre l'article 2 de la Charte : « toute personne a droit à la vie » et « nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté ») : « La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans le cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire : (...) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection » (déclaration n°12).

Difficultés

Le 29 mai au soir, on a pu entendre le président de l'Union évoquer le résultat du référendum français, qui constituait une « difficulté » à prendre en compte. La déclaration n°30 annexée au traité constitutionnel peut nous aider à comprendre son propos : si « les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs membres [c'est-à-dire jusqu'à cinq pays] ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question ». On a souvent cité cet extrait, mais rarement souligné son vocabulaire : les pays ne peuvent que « rencontrer des difficultés », et non pas, par exemple, *refuser* ou *rejeter* la ratification. Et pour cause : il est question ici des États, et non des peuples. C'est pourquoi les gouvernements ne peuvent en effet que « rencontrer des difficultés » : ces difficultés, c'est le peuple.

À qui profite le « non » ?

Dans ces conditions, on peut se réjouir que le « non » l'ait emporté au référendum. Mais alors il faut rappeler aussitôt que « l'électrochoc » tant attendu par certains dans la classe politique n'avait aucune chance de survenir. Pire, on peut craindre que ce scrutin ne débouche sur une « recomposition politique », et que celle-ci ne pose les bases des illusions de demain, ou d'après-demain – d'un nouveau « programme commun » par exemple (sans parler de l'illusion de la démocratie « représentative », toujours vivace malgré les déceptions cent fois enregistrées). Avant même les résultats du référendum, on pouvait voir combien la victoire du « non » était récupérable : on a pu entendre tel conseiller de Natexis Banques populaires expliquer à la radio, dix jours avant le vote, que le traité était mauvais pour l'Europe, puisqu'il empêchait l'intervention de l'État dans la politique économique de la Banque centrale, puisqu'il privait ainsi l'Europe des leviers dont disposaient la Chine et les États-unis. Il faut dire que Bernard Cassen avait débroussaillé le terrain, dans *Le Monde diplomatique* de février, en proposant de supprimer les IIe et IIIe parties du traité, objets de trop de désaccords, *et de soumettre à nouveau la partie I*, pour permettre à l'Europe des 25 de tourner... Bref, encore une fois, avec le vote « non », on nous a fait le coup du grand rempart contre le libéralisme, si ce n'est contre le capitalisme, et c'est après, toujours après, que beaucoup vont s'apercevoir qu'il possède de nombreuses failles.

Laurent ■

Méga micros

Que viennent faire dans les manifs ces mégaphones et autres sonos embarquées dans des camions ? Leur rôle dans les plus grosses manifestations lycéennes, par exemple, était clair. Il suffit de comparer celles du mercredi 13 et du jeudi 14 avril : autant la première était mobile, taquinant sans cesse les CRS, les débordant parfois, cherchant à rejoindre la Sorbonne, alors qu'il n'y avait que mille personnes, autant la seconde, avec ses sept mille manifestants, était soigneusement encadrée, notamment par la sono d'un camion, d'un seul camion, où s'agitaient trois lycéens faisant le spectacle, attirant et concentrant l'attention des manifestants.

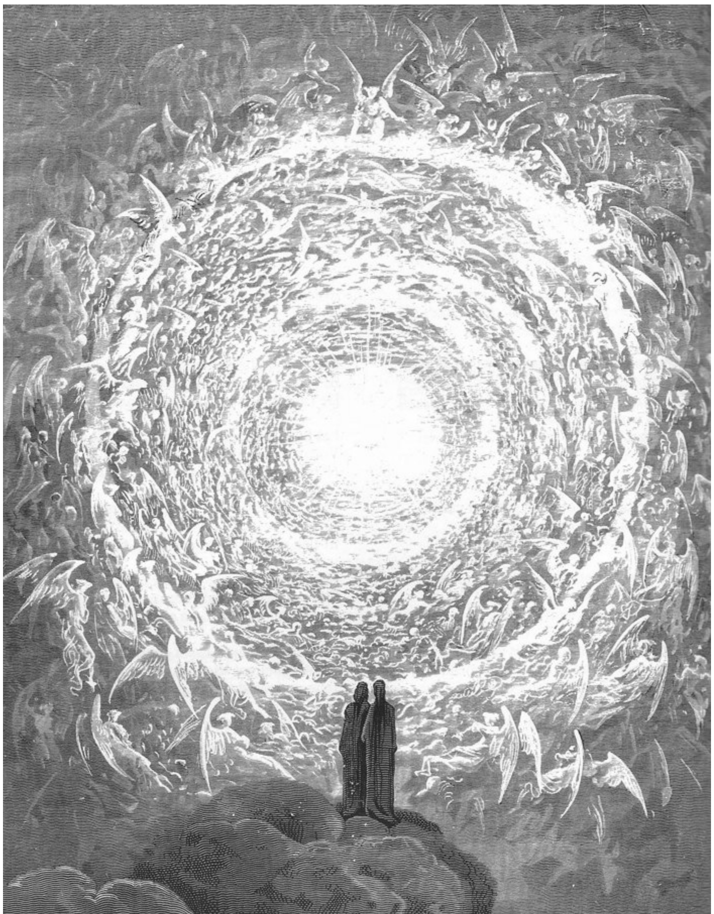
La réussite d'une manifestation serait-elle inversement proportionnelle à la densité de mégaphones et de sonos ? Voilà ce que laissent entendre les petites manifestations, organisées par les coordinations, mais aussi les très grosses, où de larges portions du cortège échappent aux organisateurs, où les sonos n'ont pas les moyens d'encadrer tous les manifestants. Le 13 avril dernier, par exemple, on pouvait discuter avec des passants, prendre à partie les grands médias, lancer ou relayer des slogans improvisés, et échanger avec d'autres, pas d'accord, qui venaient discuter ces slogans. Et puis, tout simplement, *on pouvait parler avec ses voisins.*

Car les sonos ne se contentent pas d'imposer des slogans. Comme toujours lorsque beaucoup de gens se rassemblent pour ne pas faire grand-chose, on leur passe de la musique. Ainsi, le côté « festif » et bon enfant de la manifestation donne aux autorités les gages de son caractère inoffensif. « Nous ne sommes pas méchants », tel est le seul véritable message transmis par les organisateurs, tandis que derrière les camions qui vomissent leurs décibels, souvent protégés par un service d'ordre agressif, on se traîne, accablés, ou alors on se démène, on se donne du mal, on ne veut pas être en reste. Et pendant que se dégonflent les ballons, les sonos hurlent les ordres de dispersion.

Non, décidément, les mégaphones, du moins tels qu'ils sont utilisés, et les sonos, dans tous les cas, sont nos ennemis. On mesure mal le rôle qu'ils jouent, à diffuser toujours les mêmes refrains, les mêmes slogans, ce pauvre pittoresque de manif impuissant à susciter autre chose qu'un peu de pitié ou d'agacement, cette contestation formatée, démobilisatrice, depuis longtemps apprivoisée, désamorcée – et à empêcher dans le même temps jusqu'à la moindre discussion à plus d'un mètre à la ronde. Pourtant, comme l'écrit Fredric Jameson, « dans les années 1960, beaucoup de personnes découvrirent que la foule qui anime un mouvement révolutionnaire ne se compose pas d'une somme de visages anonymes, d'une masse d'individus indissociables les uns des autres. L'individu ne disparaît pas dans la collectivité, au contraire, il s'y développe, s'y affirme et y prend une toute nouvelle dimension. C'est une expérience qui s'est progressivement effacée des mémoires, et qui n'a pas résisté au retour en force de l'individualisme sous toutes ses formes » (cité dans Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*).

On voit ce qu'il reste à faire.

Laurent, pour le SG du Soviet ■



Vous voulez recevoir le prochain numéro (ou un ancien) par courrier électronique ?

Contact : georges.ouden@caramail.com